

## « Je voudrais en rajouter une louche »

Michel Delord - Écrit en avril 2001 (repris en 2002)

*La crise de l'école, dans la société capitaliste d'aujourd'hui, réside moins dans une limitation du droit aux études que dans le refus du droit au travail*

1971 -Antonio Lettieri

Au début des années 2000, j'ai essayé de faire passer dans le mouvement antipédagogue, et notamment à *Sauver les Lettres* pour lequel ce texte était écrit à une époque où le GRIP n'existait pas, un certain nombre d'idées - sans grand succès je dois dire - et notamment

- a) l'idée qu'il fallait s'intéresser avant tout aux programmes et au niveau primaire,
- b) l'idée qu'il fallait arrêter de dire "qu'il y a des mesures qui vont dans le bon sens"[1].

Ce qui explique le titre général de ce texte « *Je voudrais en rajouter une louche* ». Il me semble qu'il a encore une certaine actualité [2] et qu'il n'est pas inutile de le publier maintenant.

Une autre raison qui me pousse à le publier est que, lors du dernier colloque du SNALC à Bordeaux en avril 2009, on m'avait demandé d'explicitier ce que j'entendais par « *Théorie du camp* » [3], ce que je présente *infra* en l'état en 2002.

Cabanac, le 8 octobre 2009

Michel Delord

[1] En 2003, je ferai encore un mail intitulé « Minimum » sur la liste de SLL [ <http://michel.delord.free.fr/txtsl2003md.pdf> ] pour expliquer qu'il faut arrêter de dire, tant qu'un certain nombre de points que je cite ne sont pas admis par un gouvernement - et ces points, actuellement en 2009, ne sont pas encore acquis ... bien que beaucoup d'antipédagogues aient approuvés les programmes du primaire de 2008 - qu'il y a une « possibilité d'avancer », ceci en critiquant l'ambiguïté du texte de SLL "Luc Ferry : quand dire, ce n'est pas faire" <http://www.sauv.net/ferrydire.php>  
Consulter aussi un texte de 1999, publié le 26 octobre 2000 sur Lettres et débat : <http://michel.delord.free.fr/txt99md.pdf>

[2] Le passage suivant me semble tout à fait d'actualité, en remplaçant SLL par ce que vous souhaitez :

*Mutatis mutandis*, il me semble que, s'il n'est pas interdit à des membres de SLL de participer à ce type de commission - et même d'y jouer un rôle d'espion si nécessaire -, il faut réfléchir à la manière qui permet que cette participation n'aboutisse pas à satisfaire les buts du pouvoir qui ne peuvent être que de paralyser les oppositions à caractère un peu radical. C'est un peu le même problème que le rapport avec Finkelkraut, Debray ou les mouvements qui se réclament de Bourdieu : la condition préalable en est l'existence de textes publics de SLL critiquant non pas nommément ces penseurs mais les thèses qu'ils défendent. Cela permet ensuite de voir si ceux-ci acceptent le contact avec SLL pour les aider à combattre pour des objectifs précis ou s'ils cherchent exclusivement le renforcement de leurs tendances.

[3] <http://bonnetdane.midiblogs.com/archive/2009/03/31/mea-culpa.html>

« J'arrive tout juste d'un congrès local SNALC à Bordeaux très sympa »  
JP Brighelli 4 avril 2008

Exact, c'était sympa. J'y étais aussi invité pour parler de pédagogie et j'ai finalement parlé - brièvement - d'autres choses. Plus exactement de deux choses :

1) Comment concevoir une stratégie : j'y reviendrai car tout le monde sent confusément qu'il faut faire un bilan de son action, bilan rendu d'autant plus nécessaire que tout le monde sent également que nous sommes à un tournant, car, entre autres, si l'on ne nous pas menti pour nous faire peur et si la crise actuelle est bien la plus forte depuis 1929 - qui s'est arrêtée en ? -, ça ne va pas se régler en six mois ou douze. Nous avons donc devant nous une longue période « d'instabilité ».

2) J'ai répondu à JPB qui disait que R. Descoings était « une bonne sœur du 7<sup>ème</sup> arrondissement ». Je trouve qu'il y a dans cette position - qui n'est pas propre à JPB et c'est pour cela que j'y ai répondu - à la fois une naïveté et une erreur politique qui consiste à n'observer la « Procédure Conventions Éducation Prioritaire » de Sciences-Po que sous l'angle de « l'ascenseur social » - et en centrant l'attention sur son caractère démagogique, 'charitable' et 'égalitariste'.

Et la critique non plus sous cet angle mais sous l'angle déjà été faite en janvier 2003 par Gilbert Molinier qui, dans son texte « *L'esclave est la vérité du maître* » commentait le passage de M. Descoings à l'émission Répliques d'Alain Finkelkraut le 26 mai 2001. On peut trouver ce texte à <http://michel.delord.free.fr/molinier/> ainsi qu'une deuxième version, rallongée et améliorée datant de décembre 2007. Je conseille - donc 6 ans après la parution du premier - la lecture des deux pour comprendre combien M. Descoings est un politique bien supérieur au camp républicain et à Alain Finkelkraut qui, au mieux, n'y voit que du feu.

À la lecture des deux textes de Gilbert on peut se poser la question de savoir si les thèses défendues par R. Descoings ne sont pas l'héritage de la 'deuxième version' de l'École Unique, celle défendue par les Compagnons de l'Université\* au début des années 20 : l'élite en place, traumatisée par « *les incidents malheureux que nous avons connu récemment dans les tranchées* », id est les mutineries, c'est-à-dire un « *défait de maîtrise des subalternes par l'élite* » dont une des raisons est censée être la non connaissance des classes inférieures par ces mêmes élites : on propose donc l'École Unique pour que les futurs chefs, ayant fréquenté les classes inférieures en primaire, n'en aient plus peur et sachent les commander. Version populaire : s'ils ont été sur les mêmes bancs, ils feront une véritable nation. Joli, non ?

Michel Delord

\* J'essaierai de vous en scanner des passages significatifs

PS : Il serait également utile de rappeler ce que l'on peut appeler la « théorie du camp » : on peut considérer l'école comme un périmètre - le camp - dont les jeunes n'ont pas le droit de sortir pour ne pas perturber la société qui est hors de l'école. Une fois que cette théorie est admise, on peut se poser la question de savoir quelle est la meilleure méthode pour obtenir le calme à l'intérieur. On a toujours deux réponses :

- ceux qui craignent que si on enseigne des choses trop difficiles et que l'on pose des questions non simplistes, les élèves s'énervent
- ceux qui pensent qu'ils obtiendront le calme, au contraire, en faisant bosser tout le monde.

Ces deux conceptions - disons *éducatives nationales* -, se foutent de *l'Instruction Publique*.

\*  
\* \*

Je voudrais en rajouter une louche.

Et d'abord faire quelques remarques :

D) SLL reconnaît que l'enseignement des lettres et du français en est arrivé bien bas : il en est de même pour le mouvement syndical et il y a donc nécessité non seulement de "*reconstruire l'école*" mais aussi de reconstruire le mouvement syndical. Et même si ce n'est pas le rôle que s'est fixé SLL ( dans l'état actuel des forces, même si c'était un but de SLL, il me semblerait de toutes façons inutile de l'annoncer comme tel), l'analyse syndicale politique et les tâches de SLL se rencontrent de toutes façons et il vaut mieux en être conscient. D'autant plus que, si SLL se développe, de nombreux mouvements politiques et syndicaux pas attachés obligatoirement aux thèses et actions de SLL mais sûrement attachés à quadriller l'espace politique pour le contrôler tenteront obligatoirement de l'utiliser à leurs propres fins que ce soit pour leurs perspectives politiques particulières ou simplement pour y faire de la pêche à la ligne de militants .

Le pire serait même la tentative d'intégration d'un certain nombre de ses militants dans des structures de réflexion étatiques dont le seul rôle serait de pouvoir imposer à SLL de se calmer un peu en faisant miroiter la possibilité de reprise d'un certain nombre de ses thèses ... plus tard. Lorsqu'on m'avait proposé de faire partie de la commission Kahane – cela ne s'est pas passé, ainsi que la proposition en 1997 par Claude Allègre de participation à une commission sur l'informatisation de l'école justement, entre autres, à cause de la tactique que j'ai adopté -, je sentais assez ce type de problèmes puisque, j'avais écrit :

*" Un mathématicien de l'Académie des Sciences, JP D., m'a demandé il y a un peu plus d'un mois si j'accepterais d'appartenir à la commission de réflexion sur l'histoire et l'enseignement des mathématiques. C'est aussi pour cela que j'ai très rapidement sorti un certain nombre de textes assez critiques pour ne pas être prisonnier dans cet organisme si j'y suis nommé mais pour que, au contraire, je sois prisonnier de mes textes ".*

*Mutatis mutandis*, il me semble que, s'il n'est pas interdit à des membres de SLL de participer type de commission - et même d'y jouer un rôle d'espion si nécessaire -, il faut réfléchir à la manière qui permet que cette participation n'aboutisse pas à satisfaire les buts du pouvoir qui ne peuvent être que de paralyser les oppositions à caractère un peu radical. C'est un peu le même problème que le rapport avec Finkelkraut, Debray ou les mouvements qui se réclament de Bourdieu : la condition préalable en est l'existence de textes publics de SLL critiquant non pas nommément ces penseurs mais les thèses qu'ils défendent. Cela permet ensuite de voir si ceux-ci acceptent le contact avec SLL pour les aider à combattre pour des objectifs précis ou s'ils cherchent exclusivement le renforcement de leurs tendances.

II) Les questions que j'aborde ne le sont que de manière assez caricaturales mais les développer plus m'est absolument impossible actuellement même s'il est absolument indispensable pour les comprendre de les comprendre dans leur développement historique.

III) Il y a un certain nombre de questions que je n'aborde pas mais qui sont fondamentales, qui sont déjà des enjeux et qui risquent à court terme d'être le contenu de mots d'ordre centraux dans les mouvements à venir ( par exemple ce qu'on appelle la *question du statut*, de la *fonction publique*, des *diplômes*, des notes etc.... car la question scolaire est et a toujours été liée à l'ensemble des questions sociales et politiques) . Mais il me semble plus important de donner sur certaines questions de fond des éléments sur la manière dont "ceux d'en face" envisagent

réellement la situation et qui n'est pas obligatoirement l'angle sous laquelle ils l'abordent publiquement.

IV) Même si l'on a compris les buts poursuivis par l'adversaire, cela ne donne pas mécaniquement l'articulation de la manière dont on doit le contrer : il est sûr de toutes façons qu'il va porter le débat sur les sujets qui l'avantagent dans sa problématique et il est donc sûr que nous n'avons surtout pas à nous enfermer à l'intérieur de celle-ci : c'est un peu difficile car la problématique de l'adversaire est la problématique dominante formatée par les médias et l'on est donc un peu forcé, pour des interventions à audience large, de partir de cette problématique mais ce doit être pour montrer qu'elle est fautive. Si l'on ne pense pas l'avenir à trois ou six mois et en épousant la conjoncture politicienne - c'est-à-dire dépenser une énergie folle, surtout en considérant nos forces disponibles - pour des avantages le plus souvent illusoire, si l'on ne pense pas que l'on peut espérer montrer ce qui nous caractérise en restant justement dans la problématique de l'ennemi et ses implications immédiates, il faut se concentrer sur les choses essentielles et ne pas craindre de "*rater une occasion*". De plus il me semble extrêmement dangereux de demander au gouvernement de réaliser une réforme positive car nous ne maîtrisons pas l'appareil - complètement gangrené - qui devra la mettre en place et qui a 99 chances sur 100 de la défigurer : d'où l'importance de développer un mouvement qui soit capable de prendre en charge ce que nous voulons. Je peux prendre plusieurs exemples en mathématiques ou la réintroduction de parties du programme abandonnées (les nombres premiers, les cas d'égalité des triangles ...) qui sont, en soi extrêmement importantes sont réintroduites d'une manière et dans des parties du programme qui les défigurent complètement : le seul résultat que nous pouvons en attendre est qu'il sera encore plus difficile ensuite d'en montrer l'importance réelle. On peut par contre s'appuyer sur le fait qu'elles sont réintroduites pour démontrer la problématique qui les avait supprimées. *Ce qui signifie que je suis tout à fait contre le fait d'affirmer "qu'il y a des mesures qui vont dans le bon sens", car si elles ont été adoptées c'est que le pouvoir y a été contraint, non pas par nous, mais par les conséquences réelles des mesures précédentes.* Mais il le fait en gardant globalement la problématique qui a abouti à la catastrophe : par exemple, je suis prêt à parier que, s'il y a un retour à l'importance de l'écrit, il sera en fait pensé exclusivement comme une aide à la communication orale qui restera le but fondamental.

J'ai insisté sur la nécessité d'être capable de produire un contenu pour le primaire. Je voudrais montrer l'importance du sujet (considérant que personne ne m'a contredit) en partant de ce qui fait partie de positions constantes (sous-jacentes ou non) du ministère<sup>1</sup>.

\*  
\* \*

***En effet quelles sont, en gros, l'analyse et les positions du ministère qui n'ont pas changé globalement depuis une trentaine/ quarantaine d'années et qui se mettent en place en France dès la fin des années 50, ce qui est un retard énorme par rapport aux USA par exemple ?***

### **A- Le marché du travail ne "peut" plus absorber les adolescents et les jeunes adultes .**

Si j'ai mis "peut" entre guillemets, c'est que le problème est multiple<sup>2</sup> :

<sup>1</sup> Ou plus exactement qui représentent des intérêts représentés par divers lobbies. Il serait intéressant sur la question des lobbies à lire deux récentes parutions "Révélation" - le fait que Le Monde le trouve douteux est un excellent indice de sa qualité et le bouquin préfacé par Susan Georges : "Europe Inc." qui est une analyse des lobbies au niveau européen.

<sup>2</sup> Dont je ne traite qu'un aspect. Ecrire « *Le marché du travail ne "peut" plus absorber les adolescents et les jeunes adultes* », signifie simultanément que *le prolongement de la scolarité est un traitement du chômage*, ce qui est une dimension supplémentaire non négligeable de la *théorie du camp* \*. Effectivement, les jeunes chômeurs scolarisés *devraient* demander le SMIG, si le SMIG existait encore alors qu'il a été supprimé au début des années 70, si les chômeurs *non scolarisés* avançaient la même revendication, si les syndicats ne mettaient pas en avant la chimère du plein emploi .... ce qui

i) L'automatisation des tâches, manuelles puis intellectuelles - informatisation - augmente structurellement le chômage

ii) Un volant de chômage assez massif est "nécessaire" pour domestiquer les salaires : il n'y a qu'à voir l'affolement de la Bourse quand le taux de chômage<sup>3</sup> baisse et qu'un "employeur" ne peut plus dire : "Tu bosses à ce tarif car tu sais qu'il y en a 2000 autres qui attendent à la porte". Et c'est bien là une des raisons des autorisations d'immigrations accordées récemment pour les informaticiens. S'il y a peut-être un risque de *manque d'informaticiens*, il est sûr que l'affolement patronal vient surtout de la crainte qu'un marché "trop étroit" fasse monter les salaires, tendance que contre l'exportation de main d'œuvre venant de pays à bas niveau de salaire. Et contradictoirement pour un esprit superficiel, la revendication à avancer - strictement pour contrer les baisses de salaire des "nationaux" - est celle de l'ouverture des frontières car la fermeture n'empêche pas le passage et produit au contraire une baisse des salaires puisque les "sans-papiers" travaillent hors la loi et donc à un coût réduit ce qui fait de toutes façons baisser les salaires des autres catégories sociales.

"The contributions to the North American economy from the illegal immigrants"  
Mediocom/Qbueno

The undocumented workers are more productive, about 10 percent more than those legally documented, according to a research developed by the Rand Investigation Center; additionally the undocumented workers are laboring more hours receiving a salary average 15 percent lower than a documented worker under the same situation. "These workers do contribute an important amount of millions of dollars each year to the North American economy. We are talking about 150 thousand million dollars and half of these resources come from California state", affirmed Raul Hinojosa, an expert in political economy from the university of California, in Los Angeles.<sup>4</sup>

---

fait beaucoup de 'si'... Ce qui n'est pas niable par contre est que le fait d'avoir le bac permet d'être étudiant et donne donc droit aux avantages d'un chômage à faible coût, c'est-à-dire l'inscription à la sécu, le droit à un logement peu cher en cité universitaire, etc ... On comprend donc dans ces conditions que la question centrale n'est pas le niveau du bac ...

\* Voir *infra*. Pour mémoire aussi bien en Angleterre qu'aux USA et en Allemagne, il y a bien eu des camps de jeunes chômeurs dans les années trente.

[MD 9 octobre 2009 : c'est en particulier sous cet angle qu'il faut traiter de la question de 'la prime à l'assiduité' ou de la 'cagnotte scolaire', sujet sur lequel il est intéressant de voir les positions unanimes de la gauche :

#### **Cagnotte scolaire : réactions de Gauche moderne, du PCF, du NPA et du MJS**

Voici des réactions de Gauche moderne, du PCF, du NPA et du MJS à la mise en place de cagnottes pour lutter contre l'absentéisme scolaire :

- Gauche moderne : "Donner le sentiment que les élèves, qui feront à l'école la grâce de bien vouloir être présents en cours, méritent une rémunération, sous quelque forme que ce soit, individuelle ou collective, c'est inverser le sens des valeurs". (communiqué)
- Le PCF dénonce l'"hypocrisie" du gouvernement qui "s'attaque au quotidien à la qualité de l'école". "Rémunérer des élèves pour qu'ils viennent à l'école est totalement absurde". "Il faut donner à l'école les moyens d'un encadrement qui permette de prendre en compte les besoins et les aspirations des élèves, et de les intéresser à l'enseignement sans jamais en laisser au bord de la route". (communiqué)
- NPA : "C'est la conscience de suivre une formation débouchant sur un emploi qui pourra motiver les jeunes et faire baisser le taux d'absentéisme", pas "la cagnotte à Martin Hirsch". Il faut "une orientation qui respecte leur choix, un nombre suffisant de places pour les accueillir dans les lycées, des créations de postes - et non pas 29.000 suppressions de postes en deux ans -, une allocation d'étude pour tous les jeunes en formation ou en recherche d'emploi". (communiqué)
- Mouvement des jeunes socialistes (MJS) : "Orientation subie et non choisie, salariat lycéen, établissement trop éloigné du domicile et manque de places dans les internats, une nouvelle fois les véritables causes de l'absentéisme ne sont pas traitées". Il faut "retirer toutes ces mesures consuméristes et contraires aux valeurs de l'École républicaine et se lancer, enfin, dans la voie de la démocratisation de la réussite". (communiqué)

Source : [http://www.vousnousils.fr/page.php?P=data/autour\\_de\\_nous/actualite\\_du\\_jour/depeches\\_de\\_l\\_educat/&key=20091007&key2=091007172633.e1w9hizu.xml](http://www.vousnousils.fr/page.php?P=data/autour_de_nous/actualite_du_jour/depeches_de_l_educat/&key=20091007&key2=091007172633.e1w9hizu.xml) ]

<sup>3</sup> Le 'vrai' taux, qui n'est pas celui donné par les chiffres du ministère qui, outre les radiations et les changements de système de mesure, tendent à exclure du chômage tout ce qui est chômage partiel.

<sup>4</sup> Article complet à : <http://www.qbueno.com/qbenglish/qhome/articulohome.php?idcon=3489>  
[ Michel Delord Septembre 2009, article disparu à cette adresse. Le voici :

*The contributions to the North American economy from the illegal immigrants*  
Rand Investigation Center, [cotretiwaho@slaprifubefrububac.com](mailto:cotretiwaho@slaprifubefrububac.com)  
Mediocom/Qbueno (Yurany Morales M)

The undocumented workers are more productive, about 10 percent more than those legally documented, according to a research developed by the Rand Investigation Center; additionally the undocumented workers are laboring more hours receiving a salary average 15 percent lower than a documented worker under the same situation. "These workers do contribute an important amount of millions of dollars each year to the North

Donc, si les “sans papiers” sont 10% plus productifs et gagnent 15% en moins, c’est-à-dire que, à travail égal, ils représentent une économie d’un quart du salaire, ils sont donc indispensables *en tant que sans-papiers*. Pour une *bonne politique salariale*, il est donc à la fois nécessaire que l’immigration soit illégale et qu’il y ait des mouvements sociaux et politiques qui la précarisent, la combattent physiquement ou la rende illégitime.

iii) La ‘*théorie du camp*’: Les adolescents sont des “classes dangereuses” et on en confie le contrôle à l’école. Ce “contrôle social” réalisé par l’école n’est pas globalement nouveau mais auparavant, c’est-à-dire à l’époque de “l’Ecole de Jules Ferry”, c’est-à-dire du double réseau décrit par Baudelot et Establet dans “L’école capitaliste en France”<sup>5</sup> était surtout idéologique et concernait seulement

- a) les élèves du primaire ; et même si au nom de du triomphe de la raison , on leur enseignait toutes les beautés de l’Empire et des colonies, il ne s’agissait pas du problème direct du contrôle social et policier de la jeunesse et de l’adolescence, c’est-à-dire de jeunes adultes.
- b) les futurs cadres de la nation qui , majoritairement n’étaient pas des “sauvageons”

c’est-à-dire des couches sociales facilement maîtrisables<sup>6</sup>. Ce qui n’est plus le cas avec la généralisation de la scolarité obligatoire à 16 ans, décidée en 60, soit 40 ans après les USA, qui devient effective en 1967 : la question de “la violence scolaire” commence vers 69/70 en fait au moment des luttes d’élèves assez dures dans les CET<sup>7</sup>. Là, sans aucune exagération, la discipline d’école préparait directement la discipline d’usine. Pour reprendre la phrase traditionnelle du mouvement ouvrier : *de la discipline d’école à la discipline de tranchée en passant par la discipline d’usine*.

Un autre exemple dont je n’ai pas la référence exacte est une déclaration du recteur de l’Académie de Créteil à la Télé au milieu des années 80: il expliquait assez doctement, en comparant à la situation anglaise, que, si on n’avait pas d’incidents dans les stades en France, c’était parce que le contrôle des élèves était assuré par l’Ecole alors que la sélection précoce en Angleterre faisait qu’ils

---

American economy. We are talking about 150 thousand million dollars and half of these resources come from California state”, affirmed Raul Hinojosa, an expert in political economy from the university of California, in Los Angeles.

If the United States ever stopped from receiving or selling what the undocumented workers produce and consume “The inflationary rates would rise up to a level that would lead to bankruptcy about one million businesses already established in the country” assured Hinojosa. If there were less businesses operating, the laboral demand would grow up and the salaries would boost dramatically. Additionally the costs of the products and services, that the undocumented workers offer and contribute, would also rise up, because these foreign workers would be replaced by others that being documented would demand better salaries making more expensive the products or services. Hinojosa said in addition that “We should not forget that the Hispanic contribution to the Californian economy creates more than three million employments; these are enough reasons for which the federal reserves is asking for the acceptance of the immigration to United States”. Moreover Hinojosa estimated that the legal immigration increase “Would increase the house buying, and new businesses will be opened, making this group more productive; because they will access to the education and the net economic impact will, in along term, be very beneficial”. The latest reference to the topics, is found in the 1986 granted amnesty which benefited more than two million undocumented workers. According to the department of labors in the United States; the salary to these workers increased 15 percent in a five year period, and the academic level grew 40 percent.]

<sup>5</sup> Modèle qui tend à disparaître en fait 10 ans avant que ceux-ci le présentent comme une analyse actuelle!!! Cf. Citation de Lettieri *infra*

<sup>6</sup> On voit comment un D. Cohn-Bendit est passé de la contestation à la défense de l’ordre établi, ce qui n’est pas étonnant car la bien nommée “contestation” est simplement un “protest movement”. C’est-à-dire que le titre “Eternelle récupération de la contestation” du dernier Monde Diplomatique \* est une tautologie puisque la contestation est *par principe* « récupérable». Serge Halimi, *Eternelle récupération de la contestation*, Le Monde diplomatique, Avril 2001. <http://www.monde-diplomatique.fr/2001/04/HALIMI/15040>

<sup>7</sup> Il ne faut pas oublier que les profs techniques des CET étaient souvent à l’origine des membres de la maîtrise et qu’il leur fallait un certificat favorable du patron pour postuler à l’E.N..

étaient dans la rue. Il ne faut pas oublier non plus que B. Schwartz, auteur d'un rapport sur l'insertion des jeunes très connu à l'époque ( 1981 ) expliquait<sup>8</sup>:

“ On ne peut pas les [ i.e. les jeunes en état “ d'échec scolaire”, ce dernier concept étant lui-même à géométrie variable ] mettre à la production”.

Si l'on considère qu'il savait très bien que les connaissances nécessaires pour la “*production moderne*” doivent “s'apprendre sur le tas” (voir *infra*), il est tout à fait clair qu'il vise le fait que c'est l'école qui doit se charger de la “socialisation”. Ceci est d'autant plus “surprenant” que ce sont les syndicats patronaux ( CNPF) qui ont historiquement beaucoup insisté pour que la formation professionnelle soit réalisée par l'école, ce qui permettait des économies sur les *faux frais* de formation des apprentis<sup>9</sup>. Il faut dire que, par pur corporatisme, les syndicats d'enseignants n'ont pas dit le contraire.

En ce sens, toute la question du collège est entièrement déterminée par la question du contrôle social et si les différents ministres l'appellent “le maillon faible”, il est bien évident que ce n'est pas pour des questions de contenu des connaissances qui y sont enseignées ( à part la *morale éternelle*). Quant à la discussion sur l'existence des filières ou non, les avis divergent mais les raisons qui motivent ces divergences sont essentiellement des calculs sur les méthodes qui permettent d'obtenir ce fameux contrôle social, c'est-à-dire le moins de vagues possible dans le camp. Et il de vrait s'agir, comme toujours, d'un mix de filières et de non-filières, de *collège unique* et de *collège pas unique*, sur le même lieu géographique ou sur des lieux géographiques séparés, chaque conception ayant ses *avantages*.

Les partisans des filières ont de bons arguments : si on met ensemble des élèves qui ne peuvent pas suivre le même cursus, ça risque de déclencher le bordel d'autant plus que l'augmentation de la nécessité du contrôle social<sup>10</sup> suppose effectivement d'alléger le contenu et de prévoir des activités “distractives” si l'on ne veut pas l'explosion.

Ceux qui s'opposent aux filières ont aussi de bons arguments : les filières ne donnent pas l'illusion démocratique nécessaire, ce qui peut également causer une certaine agitation. Par exemple Bernard Schwartz en 81 (loc. cit.) était contre les filières au collège. : A la question “*Vous envisagez une sélection après la scolarité obligatoire. Est-ce différent de ce qui se passe aujourd'hui ?*” il répondait : “*Première Différence tous les jeunes achèveraient le collège et la sélection ne se ferait qu'à la fin*”.

Mais le principal danger pour nous est de s'aventurer théoriquement sur ce terrain miné en répondant aux arguments donnés comme s'ils étaient sérieux et en laissant croire que l'école est faite pour instruire mais que les ministres, qui sont de bonne volonté, ne sauraient pas s'y prendre. Outre la justification que l'on peut apporter à *la loi et l'ordre*, la raison de fond qui peut déclencher et qui a déjà déclenché leur intérêt pour nous est, ce qui est nouveau, qu'ils craignent pour la formation des élites. Il nous faudrait mettre ces points au premier plan de nos craintes et c'est le contraire qui est souvent fait.

**B - 20% de la planète à instruire ?** Dans le “colloque” de 1995 qui définit le *tittytainment* comme suite de *l'edutainment*<sup>11</sup>, il est effectivement dit que seul 20 % des habitants de la planète – encore

<sup>8</sup> A la page 16 du *Monde de l'éducation* de septembre 1981, c'est-à-dire dans le numéro *programmétique* de ce journal de la première rentrée de la gauche au pouvoir.

<sup>9</sup> Ce qui signifie, si l'on essaie de poser réellement le problème - que l'école devrait avoir une prospective au moins à 10 ans alors que les entreprises ne connaissent pas les connaissances nécessaires à la production – à part qu'il faut *chéir* et s'adapter - dans un délai de 5 ans !

<sup>10</sup> Pratiquée par exemple par M. Seguin dans sa bonne ville d'Epinal pour laquelle il avait un projet de cours 6 jours sur 7 en collège et primaire “ pour ne pas laisser les élèves libres 3 jours sur 7”.

<sup>11</sup> Cf Michéa ou <http://www.hsrb.ac.za/corporate/InFocus/May98/globaltrap.html>

[ MD 2002 : il n'est pas inutile de souligner que l'idée d'enseignement de l'ignorance - ou de pédagogie du vide - pas nouvelle, même si elle ne recouvre pas exactement la même chose, puisque Charles-Ange Laisant l'utilise en citant Gaston Téry en 1913 dans « L'éducation de demain »

faut-il voir comment ils sont répartis - ont besoin d'une formation. Mais ceci demande à être précisé en tentant d'échapper à la problématique de la "promotion sociale" ou de "l'ascenseur social" qui rend encore plus obscure la compréhension de la "hiérarchie sociale". Mais il n'y a que ceux qui ne s'intéressent à rien qui pensent que

- 1) cette tendance est nouvelle
- 2) que son degré d'accomplissement (les fameux 20 %) date de l'arrivée d'Allègre au pouvoir

Quelques références <sup>12</sup>:

i) Karl Marx :

"Une autre réforme très appréciée des bourgeois est l'éducation, et particulièrement "l'éducation professionnelle universelle ". Nous ne voulons pas relever l'absurde contradiction selon laquelle l'industrie moderne remplace sans cesse davantage le travail complexe par le travail simple pour lequel il n'est besoin d'aucune formation ; ...La signification véritable de l'éducation, pour les économistes philanthropes, c'est la formation de chaque ouvrier au plus grand nombre possible d'activités industrielles possibles, de sorte que, s'il est évincé d'une branche par l'emploi d'une nouvelle machine ou par un changement dans la division du travail, il puisse trouver à se caser ailleurs le plus facilement possible. Admettons que ce soit possible. La conséquence en serait que, si la main-d'œuvre était en excédent dans une branche d'industrie, cet excédent se déverserait aussitôt dans les autres branches d'industrie, si bien que la baisse de salaire dans une branche entraînerait encore plus sûrement qu'auparavant une réduction générale des salaires. En dehors de cela, l'industrie moderne - en rendant partout le travail beaucoup plus simple, donc plus facile à apprendre - fait déjà qu'une augmentation des salaires dans une branche d'industrie provoque aussitôt un afflux de travailleurs dans cette branche, si bien que la baisse des salaires devient, de manière plus ou moins directe, générale. Nous ne pouvons naturellement nous arrêter ici aux nombreux petits palliatifs préconisés par les bourgeois eux-mêmes.

In "*Manuscrit annexe à Travail salarié et Capital* (1849) intitulé *Le Salaire*."

ii) Je joins en attach<sup>13</sup> un extrait du Rapport préparatoire au huitième plan ( 1980 ) consacré à l'emploi et à la formation dans lequel, à la fin, un tableau brosse très rapidement les types de formation nécessaires quand on va de la manufacture à la production "actuelle" en passant par le "fordisme".

Voici quelques extraits :

---

*«Il est impossible de comprendre notre système d'éducation si l'on ne commence par se bien pénétrer de ce principe que l'Université se propose simplement d'enseigner l'ignorance  
Oui, faire des ignorants, voilà notre idéal pédagogique »  
Notre lycée est une solide boîte en briques, où nos élèves sont si parfaitement retranchés du monde que s'ils vivaient dans un souterrain.  
Pauvres fils ! On les habitue si bien à ne rien voir qu'ils finissent par devenir aveugles, comme les poissons des mers profondes.»]*

[Remarques de mai 2009 :

i) L'adresse du document sur le site du *Human Sciences Research Council* (HSRC) n'est plus valable mais , à propos du Titytainment, il est possible de consulter maintenant <http://phi.lap.free.fr/PDF/titytainment.pdf> qui a l'avantage de monter la filiation avec Vance Packard ; il est dommage qu'il oublie celle, plus ancienne , avec *Propaganda* d'Edward Bernays et notamment dans la récente traduction française préfacée par Jean Bricmont]

ii) *L'éducation de demain* de C.-A. Laisant est maintenant disponible à <http://raforum.apinc.org/bibliolib/HTML/CALaisant-Education.html> ]

<sup>12</sup> Toutes les citations infra sur l'école et la situation sociale qui vont assez à contre courant de ce qu'il est convenu d'appeler une "opinion de gauche sur l'école". Je pourrais prendre non seulement des auteurs qui se réclament du marxisme mais aussi tous les courants , anarcho-syndicalistes par exemple, qui ne se sont pas historiquement aplatés devant l'appât du gain et la perspective de pénétrer l'appareil d'état - pour le transformer dans le sens du " socialisme " , de la " république " , etc. ... - mais qui ,en fait , se sont faits transformer par lui : ceux-ci en tant que groupes militants ont été virés de l'Education nationale - avec l'aide des républicains - avant la fin des années 30 et on en est même au stade du double meurtre, c'est-à-dire où , non content de les avoir liquidés en tant que mouvement physique , on a détruit même le souvenir leurs idées. A part Claude Duneton , qui connaît encore Emile Pouget et en parle?

<sup>13</sup> <http://michel.delord.free.fr/8plan-formation-1980.pdf>

"...La même remarque vaut, renforcée, pour la plupart des emplois ouvriers en production automatisée seules seront requises initialement des connaissances fondamentales, complétées dans chaque cas par un apprentissage sur le site de durée relativement brève.

- La parcellisation et la standardisation conduisent à une banalisation des emplois, qui autorise au mieux une initiation rapide avant ou après embauche ; le plus souvent on recourt à une adaptation sur le tas.

Ces considérations amorcées à propos du travail ouvrier sont susceptibles d'extension aux autres professions"

Donc tout le monde sait très bien et depuis longtemps, que plus le "machinisme et la grande industrie" triomphent plus se généralise le besoin d'une "formation minimum" pour la majorité. On peut, au contraire, consulter les rapports des inspecteurs de fabrique anglais reproduits par exemple dans le Capital ou français de la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle qui demandent une véritable formation au calcul, à la géométrie, à la lecture et l'écriture car les formes de travail nécessitaient autre chose qu'une "adaptation sur le tas". Et ici le retard français - la France a, en 1950, autant de paysans - et d'artisans - que le Royaume Uni en 1880 - est un facteur qui a permis la sauvegarde tardive d'un contenu à enseigner en primaire non déterminé par les "sciences cognitives" et les théories des "teacher's college". L'école de Jules Ferry était donc ce qu'elle était... [MD 2002 : il manque une phrase]

**C- Le rôle de l'école, et en particulier du collège et du lycée, est donc particulièrement bien défini pour 80% des élèves**<sup>14</sup>. Là aussi, il n'y a rien de très nouveau sous le soleil<sup>15</sup> puisque, en 1971, Antonio Lettieri, dans son article de 1971 "L'usine et l'école" nous disait, entre autres,<sup>16</sup> :

"Selon le comité des conseillers économiques du président des Etats Unis, les jeunes maintenus en dehors de la production perdent ainsi un revenu de trente milliards de dollars par an<sup>17</sup>. Les études représentent ainsi un travail improductif forcé non payé. C'est une des formes les plus souples et en même temps les plus aliénantes de l'exploitation...

La suppression des mécanismes de la sélection scolaire n'est plus en contradiction avec les exigences du capitalisme... *La crise de l'école, dans la société capitaliste d'aujourd'hui, réside moins dans une limitation du droit aux études que dans le refus du droit au travail*\*... Dans ce contexte, la gestion sociale de l'école actuelle, proposée par les forces de gauche, peut être une autre façon de consolider cette fonction séparée [de la production] et d'avaliser son rôle de stabilisateur capitaliste".

\* C'est moi qui souligne

**D- Le contrôle social "soft" / manipulation sociale des enseignants** : ce qui est nouveau n'est pas son existence<sup>18</sup> mais sa gestion non plus par des forces exclusivement politiques/syndicales mais par le secteur des "sciences sociales"<sup>19</sup>. La reconversion des forces qui défendaient exclusivement "La loi et l'ordre" vers la manipulation démocratique est formulée de manière assez claire au niveau international dès les années 70 et la critique n'en est pas nouvelle non plus puisque le concept de "Friendly Fascism" date aux USA du début des années 70<sup>20</sup>. A part le *Fascisme ingénu*,

<sup>14</sup> Il y a donc les 20 % restants, c'est-à-dire objectivement une place pour la "défense" du français, des maths enseignés à un "niveau correct". Le piège tendu est clair.

<sup>15</sup> Qui fait partie du «68» dont il est interdit de parler - on le comprend au vu de la trahison des différents défenseurs de l'ordre social - pour réduire le débat sur le sujet à DCB, c'est-à-dire au plus médiatique de ses acteurs médiatisés, et en le réduisant en plus au fait de savoir s'il faisait du touche-pipi.

<sup>16</sup> Et c'est une excellente caractérisation de la prolongation de la scolarité obligatoire : j'y ajouterai simplement que, de plus, elle encourage "spontanément" l'augmentation de l'âge de la retraite par manque de cotisations pour les générations qui ne seront "rentrées dans le marché du travail" qu'après 21 ans.

<sup>17</sup> [MD 2002 : Et comme c'est probablement la couche sociale la plus dépendante, ça fait une baisse de marché !]

<sup>18</sup> Car l'alternance de la carotte et du bâton sont des méthodes traditionnelles et on peut voir, et ce dès le XIX<sup>ème</sup> siècle des grèves entièrement manipulées par les capitaines d'industries ou des partis politiques 'de droite'.

<sup>19</sup> Le développement de la sociologie comme indice de l'industrialisation des conflits sociaux ?

<sup>20</sup> Lire Bertram Gross, *Friendly Fascism : The New Face of Power in America*, M. Evans & Co. Inc. NYC, 1980.

On en trouve plusieurs commentaires sur Internet dont par exemple : [http://www.eclectica.org/v1n1/reviews/wharton\\_friendly.html](http://www.eclectica.org/v1n1/reviews/wharton_friendly.html)

de H. Gunsberg, un exemple plus franco-français : il s'agit du "nouveau modèle de contrôle social" vanté par Michel Crozier, inspirateur de la *Nouvelle Société* de Chaban comme réponse à la "société bloquée" : "Notre problème fondamental est le renouvellement du modèle de contrôle social et des relations de pouvoir"<sup>21</sup> qui précisait bien qu'il ne fallait pas contrer de face les mouvements sociaux mais "Transformer leurs revendications en ressources pour le changement" ce qui suppose donc des intermédiaires dans lesquels la "base" a confiance et capables de participer à la manipulation.

Ce qui est peut être nouveau est que la réforme politique devient MASSIVEMENT un mode de gestion des personnels tandis que la gestion des personnels se base elle-même sur la manipulation de divers mouvements sociaux qui, s'ils ne se manifestent pas eux-mêmes, peuvent être provoqués si nécessaire, en s'appuyant de préférence sur des problèmes si possible réels<sup>22</sup>.

Avec de bons sentiments et en entretenant la confusion entre *ce que "nous" ferions si "nous" étions au pouvoir* et *ce que peut et veut faire le pouvoir en place avec l'appareil étatique qu'il utilise*, on arrive à des résultats tout à fait différents, et même antagoniques, de ceux escomptés. C'est un des dangers qui nous guette et, à mon sens, la mise en place d'une réforme, même positive, ne peut pas être faite par l'appareil scolaire actuel car comprendre comment enseigner en primaire suppose une forme d'intelligence qui est morte chez tous les cadres modernes qui pensent comme des gestionnaires (et qui n'écoutent ce qu'on dit qu'en ayant en tête que la possibilité de nous utiliser).

Un autre exemple assez flagrant en est la venue d'Allègre au pouvoir : il théorise dès 1995 la nécessité de faire bouger les enseignants (sans *plan préétabli* : ce serait du "volontarisme" selon Crozier.<sup>23</sup>) :

*" Il ne faut pas chercher à tout changer d'en haut. Il faut pratiquer la stratégie de l'épidémie, procéder à certains changements ponctuels, mais sur des points clefs, et voir comment les choses se passent. Aussi, je crois qu'il faut se concentrer sur la réforme des études scientifiques. [...] Je crois qu'il faut tirer les fils là où*

---

<sup>21</sup> Michel Crozier, *On ne réforme pas la société par décret*, p 49 de l'édition de 1982.

<sup>22</sup> Un exemple actuel : la fièvre aphteuse. La manipulation – basée sur les meilleurs arguments du monde : protéger la santé des citoyens - sert en fait i) à gérer la surproduction de viande (les congélateurs européens étaient pleins), ii) à rendre l'agriculture plus compétitive en réduisant encore les effectifs de la paysannerie, iii) probablement comme effet *pervers mais désiré* c'est-à-dire *boudonneux*, renforcer encore le rôle de la grande distribution par élimination du petit commerce, le tout dans une ambiance anti-vache folle dont le résultat essentiel devrait être la pénétration du soja américain.

<sup>23</sup> Extrait de l'exposé de Michel Crozier au colloque de Souillac : " La stratégie du changement " (1982) :

" Les crises que nous traversons nous obligent à réfléchir sur la responsabilité de l'homme dans le changement, plus encore que sur le changement lui-même, car les choses évoluent de toute façon. Quelle part pouvons-nous prendre dans ces processus ? Il y a plusieurs façons de procéder. On peut s'y prendre de façon volontariste : fixer à priori les buts, puis chercher et réunir les moyens. Ceci repose sur l'idée d'une causalité simple, entre les prémices de l'action et ses résultats. Pourtant on sait bien qu'il ne suffit pas toujours d'injecter des moyens et de l'énergie, le système résiste.

On peut aussi adopter une vision déterministe des choses : ce ne sont pas les hommes qui sont responsables, mais le système ! (ou la société, ou le ministère ... ). Si on va jusqu'au bout dans cette voie, on se croise les bras. Enfin, une troisième voie repose sur l'idée de stratégie, qui oblige à travailler davantage en profondeur, à associer tous les responsables à tous les niveaux, à réfléchir en fonction des ressources, qui sont les moyens de l'action.

L'action doit être fondée sur la connaissance des systèmes humains. Ces systèmes peuvent constituer un obstacle à tout changement ; mais en dehors d'eux, on ne peut rien faire.

Il faut d'abord connaître l'existence de ces systèmes humains: ils ne correspondent pas toujours aux structures formelles. La régulation de ces systèmes joue un rôle primordial : quand on s'écarte trop du point d'équilibre, il y a des retours de balancier. On a souvent intérêt à investir les moyens essentiels sur le changement des régulation : tout le reste, ce sont les gens eux-mêmes qui le feront, beaucoup mieux que le réformateur. Il est faux de croire qu'on peut organiser la vie d'autrui à partir d'ordres et de règles. Quand on impose la structure sans la coopération, ou le contraire, rien ne marche. Il faut agir à la fois sur le formel et l'informel, les structures et les capacités des gens.

Vouloir changer les gens en jouant sur leurs motivations relève de la manipulation ( on n'a pas à intervenir sur le for intérieur des gens) produit des contre-effets. Par contre, il faut donner la priorité aux capacités des hommes, réfléchir aux nouvelles capacités nécessaires et travailler à les développer. "

on peut les tirer, sans tenter de prévoir ce qui peut se produire ”. Claude Allègre, *La Recherche* N°182, décembre 1995.

En ce sens, la volonté essentielle “d’Allègre” a été de créer un mouvement pour pouvoir le manipuler dans l’optique *manageriale* qui mélange à plaisir la réforme et la gestion des conflits. Et les provocations d’Allègre n’étaient ni des *méchancetés* ni des maladroites, mais la volonté de créer un mouvement de protestation pour ensuite l’utiliser.<sup>24</sup>

E- L’Etat pas cher : depuis 30 ans également la question posée est celle de “l’état pas cher” c’est-à-dire la réforme de la fonction publique pour en supprimer les rigidités qui, comme chacun le sait, s’opposent toujours à une “bonne gestion”. Mais il s’agit aussi de ne pas “réformer par décret” c’est-à-dire de “construire” ce besoin de changement pour qu’il soit ressenti par la base. Dans ce cadre, effectivement, il est stratégique

- d’imposer des élèves “*comme ils sont*”<sup>25</sup>
- de mettre en place des mouvements sociaux qui réclament “*des profs pour faire cours*” ce qui permet de montrer que le statut actuel n’est pas compatible avec les remplacements.
- ...

Petite conclusion : Le rôle central dévolu aux enseignants est donc de contrôler les adolescents en leur donnant essentiellement une formation à l’obéissance, consentie tant que c’est possible. Cette dernière précision est importante car, pour le cas où ce n’est plus possible il y a les accords école-police.

Si l’on envisage la situation sous cet angle<sup>26</sup>, alors il n’y a plus rien de contradictoire et d’illogique dans la position du ministère<sup>27</sup> : si l’objectif pour la majorité des élèves n’est plus le contenu des savoirs de base à apprendre mais le contrôle social, il est tout à fait logique de se focaliser non sur le primaire mais sur le maillon faible, le collège et, qui plus est sous l’angle exclusif non pas des disciplines mais de la discipline, c’est-à-dire de la lutte contre la violence scolaire<sup>28</sup>.

\*  
\* \*

L’avenir immédiat : [ MD 2002 : la manuscrit s’arrête ici ]

---

<sup>24</sup> MD 2002 : et globalement, il n’a pas mal réussi. Il faudra revenir sur l’imbécillité du mouvement anti-pédagogue qui s’est offusqué de l’attitude d’Allègre et qui a demandé sa démission.

<sup>25</sup> MD 2009 : je faisais référence au fait que notamment au colloque de Souillac en 1982, on recommandait aux chefs d’établissements de convaincre les enseignants d’accepter *les élèves comme ils sont* au moment justement où, en supprimant les redoublements en primaire, ... *ils n’étaient plus pareils*. *Mutatis mutandis*, lorsque les profs de collège ont plié, on a exercé la même pression sur les profs de lycée. Et lorsque les profs de lycée ont donné le bac à 80% d’une classe d’âge, on a fait remarquer aux profs de fac qu’ils devaient accepter les élèves *comme ils sont* ...

<sup>26</sup> Il faudrait revenir ici sur la convergence entre la *théorie du camp* et la problématisation de la question scolaire comme résolution du problème du chômage des jeunes.

<sup>27</sup> Si ce n’est le maintien de l’illusion de l’apprentissage d’un contenu instructif, illusion qui demeure nécessaire : il ne faudrait pas que ce soit les “collectifs”, SLL, Reconstruire l’Ecole, qui soient cette caution. Mais il est évident que c’est ce que le pouvoir, de droite ou de gauche, recherchera.

<sup>28</sup> Regardez “La guerre des boutons” et vous verrez qu’il s’agit d’un film plein “d’incivilités” juridiquement condamnables.